



CAPACITÉ D'APPRENTISSAGE DANS LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE

EFFETS DU PROGRAMME SUR LES COMMUNAUTÉS

Conseil d'administration de la SRSA

Richard A. Wagner
Associé principal, Norton Rose Fulbright S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Gordon Berlin
Président, MDRC

Maria David-Evans
Présidente sortante de l'IAPC et ancienne sous-ministre,
Gouvernement de l'Alberta

Robert Flynn, Ph.D.
Professeur émérite, École de psychologie, Université
d'Ottawa

Pierre-Gerlier Forest, Ph.D., FCAHS
Directeur et titulaire de la chaire Palmer
École d'études politiques, Université de Calgary

Suzanne Herbert
Ancienne sous-ministre, Gouvernement de l'Ontario

Guy Lacroix, Ph.D.
Professeur d'économie, Université Laval

Renée F. Lyons, Ph.D.
Présidente fondatrice et directrice scientifique émérite,
Bridgepoint Collaboratory for Research and Innovation,
Université de Toronto

Sharon Manson Singer, Ph.D.
Ancienne présidente des Réseaux canadiens de recherche
en politiques publiques et ancienne sous-ministre,
Gouvernement de la Colombie-Britannique

Jim Mitchell
Partenaire fondateur de la firme d'experts-conseils en
politiques Sussex Circle

Président et chef de la direction de la SRSA

Jean-Pierre Voyer

Auteurs

Louise Legault, Ph. D.
Annie Bérubé, Ph. D.
Geneviève Mák, Ph.D. (scolarité)
Matthieu Verstraete, M.Ec.
Louise Janisse, M.A.
Robyn Carson
Marie-Anne Saucier
Lorraine Lefebvre

La Société de recherche sociale appliquée (SRSA) est un organisme de recherche sans but lucratif, créé dans le but précis d'élaborer, de mettre à l'essai sur le terrain et d'évaluer rigoureusement de nouveaux programmes. Notre mission, qui comporte deux volets, consiste à aider les décideurs et les intervenants à déterminer les politiques et programmes qui améliorent le bien-être de tous les Canadiens, en se penchant particulièrement sur les effets qu'ils auront sur les personnes défavorisées, et à améliorer les normes relatives aux éléments probants utilisées pour évaluer ces politiques.

Depuis sa création en décembre 1991, la SRSA a réalisé plus de 250 projets et études pour différents ministères fédéraux et provinciaux, des municipalités ainsi que d'autres organismes publics et sans but lucratif. La SRSA a des bureaux à Ottawa, Toronto et Vancouver et des bureaux satellites à Calgary et Winnipeg.

Promoteur du projet *Capacité d'apprentissage*

Le projet *Capacité d'apprentissage* a été financé par Emploi et Développement social Canada.

The logo for the Government of Canada, featuring the word "Canada" in a serif font with a small Canadian flag icon above the letter 'a'.

Le rapport d'analyse contenu dans la présente publication est la responsabilité des auteurs et ne représente pas le point de vue du Gouvernement du Canada.

Publié en 2016 par la Société de recherche sociale appliquée

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 1 |
| Comment a-t-on déterminé les effets du programme sur les communautés? | 1 |
| Les six communautés participantes | 2 |
| Objectifs du projet sur le plan communautaire | 2 |
| Au début | 3 |
| Que disent les représentants communautaires? | 3 |
| Qu'ont dit les parents? | 4 |
| Cartographies communautaires | 5 |
| Que retire-t-on de tout ça? | 5 |
| Deux ans plus tard | 6 |
| Quels ont été les bénéfices du projet? | 7 |
| Éléments favorisant le succès | 7 |
| Le succès d'une communauté | 8 |
| Et s'il y avait davantage de ressources dans les communautés | 9 |
| Mot de la fin | 9 |
| Remerciements | 10 |

Introduction

Ce sommaire porte sur **les retombées du projet Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire**¹ (projet *Capacité d'apprentissage*) **telles que perçues par les communautés** participant au projet. Ce projet de démonstration fait partie du Plan d'action pour les langues officielles de 2003–2008 du gouvernement du Canada et s'est poursuivi sous la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne de 2008 à 2013. Emploi et Développement social Canada (EDSC) a retenu les services de la Société de recherche sociale appliquée (SRSA) pour la mise en œuvre, la gestion, la collecte et l'analyse des données du projet.

Le projet a mis à l'essai un programme préscolaire qui jumelle un volet de services de garde (volet garderie) spécifiquement développé pour répondre aux besoins des enfants francophones en milieu minoritaire et un volet d'alphabétisation familiale (volet Ateliers familles) ciblant les parents de ces enfants. Ce programme a pour objectif de développer les compétences langagières en français de l'enfant, sa connaissance de la culture francophone ainsi

Note: Le contenu de ce sommaire s'inspire de deux rapports :

- *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire : Rapport de référence* (2014)
- *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire : Rapport de mise en œuvre du projet* (2014)

Visitez www.srdc.org pour obtenir une copie de ces rapports.

¹ Anciennement appelé le Projet pilote de garde d'enfants (PPGE).

que son sentiment d'appartenance envers la communauté francophone. Globalement, le programme vise à favoriser la préparation à l'école et le développement général des enfants. Ce sommaire est l'un d'une série de trois. Deux autres sommaires portent sur la mise en œuvre du programme et sur les retombées du programme sur les enfants et leurs parents.

Comment a-t-on déterminé les effets du programme sur les communautés?

Le projet comptait deux cohortes d'enfants avec leur famille; la première, recrutée en 2007, et la seconde, en 2008. L'étude des retombées du programme telles que perçues par les communautés a été faite à partir :

- d'entrevues auprès des représentants communautaires;
- du sondage de base auprès des parents; et
- d'une analyse environnementale des ressources et des services en français ciblant la petite enfance au moyen de cartographies communautaires.



La suite du sommaire aborde les sujets suivants :

- un portrait des six communautés en 2007-2008;
- l'accès aux ressources et services en français disponibles au début du projet;
- les retombées perçues deux ans plus tard; et
- la vision du futur des communautés.



Les six communautés participantes

Le projet *Capacité d'apprentissage* s'est déroulé dans six communautés réparties dans trois provinces canadiennes (Saint-Jean et Edmundston au Nouveau-Brunswick; Orléans, Cornwall et Durham en Ontario; et Edmonton en Alberta). Les communautés devaient soumettre une proposition en réponse à l'appel d'offres d'EDSC.² Les communautés intéressées ont ensuite été visitées et sélectionnées en 2007 selon plusieurs critères, dont :

1. la grosseur du bassin d'enfants francophones d'âge préscolaire;
2. les caractéristiques des garderies accueillant les enfants du groupe programme;
3. la présence d'autres services de garde offerts en français; et
4. la capacité des communautés à mobiliser les parties prenantes en petite enfance.

L'appel de propositions émis par EDSC exigeait aussi l'identification d'un organisme ou d'une personne devant agir à titre de champion et dont le rôle était de mobiliser la communauté autour du projet. Il était important de choisir un bon communicateur et une personne en qui les parents avaient confiance. Le soutien du champion au *projet Capacité d'apprentissage* a contribué à établir sa crédibilité et à promouvoir ce dernier en tant que projet important et bénéfique pour la communauté. Dans les faits, la

² Sauf Orléans, sélectionnée à l'été 2007. En effet, il est apparu tôt dans le projet que le nombre d'enfants requis pour l'évaluation du programme ne serait atteint qu'avec l'ajout d'une sixième communauté.

présence active et continue du champion a grandement contribué à la mise en œuvre du projet.

En fin de compte, les six communautés retenues représentent l'éventail des communautés francophones en situation minoritaire :

- Certaines sont en contexte fortement minoritaire (< 5 % de francophones), comme Durham et Edmonton. À l'autre extrême, Edmundston se trouve en contexte majoritaire (> 90 % de francophones) au sein même de la communauté, bien qu'en contexte minoritaire au niveau provincial.
- Durham et Edmonton vivent avec de nouvelles réalités liées à l'accueil et à l'intégration de nouveaux immigrants francophones.
- Les six communautés sont situées dans trois provinces et dans des villes ou banlieues très différentes tant sur le plan géographique qu'économique.

Objectifs du projet sur le plan communautaire

La *Feuille de route pour la dualité linguistique* visait à renforcer les capacités des communautés à promouvoir le développement des jeunes enfants grandissant en contexte minoritaire. Les objectifs étaient :

- d'assurer un financement pluriannuel en vue d'aider les communautés de langue officielle en contexte minoritaire à mieux comprendre le développement de la petite enfance;

- de favoriser la collaboration et l'établissement de réseaux afin d'échanger des pratiques exemplaires; et
- d'assurer que les ressources et les outils relatifs au développement de la petite enfance soient adaptés à ces communautés et mis à leur disposition.

Le gouvernement canadien (et particulièrement EDSC) a jugé que le financement du *projet Capacité d'apprentissage* permettrait de promouvoir ces objectifs.



Au début

Que disent les représentants communautaires?

Une première série d'entrevues a été menée de décembre 2007 à février 2008, peu après le début de la prestation du programme dans les communautés. En tout, 23 entrevues ont été réalisées auprès de trois à six participants par communauté. Sept représentants provenant de cinq communautés étaient impliqués dans la prestation de services de garde ciblant les enfants francophones dans leur communauté.

Six représentants venaient du milieu de l'éducation, cinq étaient impliqués dans des centres de ressources familiales, deux provenaient des services de santé et trois étaient rattachés à des organisations offrant des services multiples (p. ex., des conseils en santé, des activités familiales, etc.).

Les représentants communautaires furent choisis pour leurs connaissances ou leur expertise des secteurs francophones ciblés — petite enfance, services de garde, services à la famille et éducation.

Les questions du sondage visaient à établir le profil de la communauté. Elles visaient aussi à identifier les ressources et services disponibles en français, les obstacles à l'accès à ces ressources et les défis auxquels fait face la communauté en matière de services et de ressources ciblant la petite enfance.

Les principaux thèmes ressortant des entrevues touchent :

- le **peu de services ou de programmes** ciblant la petite enfance francophone. Dans plusieurs cas, les répondants ont mentionné des ressources et des services pour les enfants plus âgés, mais non pour la petite enfance;
- **la langue d'utilisation** des services et des programmes ciblant la petite enfance. Les répondants sont d'avis que, dans l'ensemble, ces services sont offerts en anglais ou dans les deux langues, mais **jamais exclusivement en français**;
- les **principaux obstacles** à l'accès aux services que sont la méconnaissance ou l'absence de services disponibles en français, suivis de près par le manque de professionnels francophones qualifiés. Les répondants soulignent également le problème

de la distance, qui joue un rôle important dans l'accès aux ressources communautaires;

- une certaine inquiétude que **les parents francophones soient assimilés par la majorité anglophone**. Les répondants soutiennent que les parents s'orientent davantage vers l'anglais, car il est plus facile d'accéder aux ressources communautaires ou parce que l'un des membres du couple est anglophone;
- le nombre important de **nouveaux arrivants francophones** dans certaines communautés. Certains de ces nouveaux arrivants viennent s'installer pour une courte période, puis retournent dans leur lieu d'origine. Selon les répondants, le degré de stabilité dans la composition des communautés peut expliquer les différences d'investissement dans le mieux-être de la communauté et, par extension, dans la disponibilité des ressources pour la petite enfance et pour les familles.



Qu'ont dit les parents?

Au cours de l'été et de l'automne 2007, les parents de la première cohorte ont rempli un sondage de référence. Les parents de la deuxième cohorte ont rempli le sondage de référence à l'automne 2008. Le sondage visait à établir le

profil sociodémographique et linguistique des familles et à mesurer les facteurs associés à la préparation à l'école des enfants. En tant qu'utilisateurs principaux des services, les parents furent également sondés sur le niveau de difficulté à accéder à des services et des ressources en français. Parmi les principaux constats, on note :

- **31 % des parents mentionnent un accès difficile à impossible** aux services en français, 23 % se disent indifférents (ni facile, ni difficile) et 46 % déclarent un accès facile à très facile aux services.
- **Le niveau de difficulté reflète la concentration de francophones**. Ainsi, les parents des communautés francophones très minoritaires ($\leq 5\%$ de francophones) signalent une plus grande difficulté d'accès comparativement aux participants des communautés modérément minoritaires (environ 30 %). À l'inverse, les participants d'une communauté caractérisée par une majorité francophone ($\geq 90\%$) déclarent une très grande facilité d'accès à des services en français.
- **Les parents du groupe programme trouvent plus difficile d'accéder à des services en français** comparativement aux deux groupes témoins.
- Les **principales difficultés** d'accès à des services en français ont comme origine le manque de professionnels francophones, l'absence de services et un manque de connaissance des services offerts.
- La **distance et les problèmes de transport** sont aussi mentionnés par les parents comme des obstacles à l'accès aux services.

Cartographies communautaires

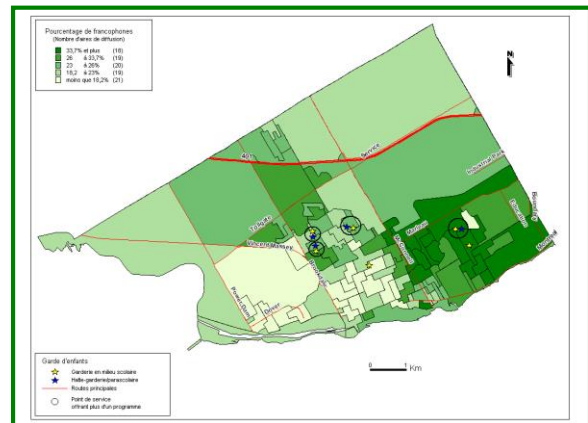
Une série de cartographies réalisée en 2007-2008 a permis de mettre en lien l'emplacement des ressources et services de langue française et les francophones habitant différents quartiers de chaque communauté. Seules les ressources offertes seulement en français ont été considérées dans cette analyse. Ce choix repose sur des études empiriques démontrant que l'accès à des ressources offertes seulement en français permet de contrebalancer la forte influence du poids démographique et social de l'anglais sur le vécu quotidien des membres de la communauté francophone.³

L'analyse de la cartographie communautaire démontre :

- que la très **grande majorité des services de garde, des prématernelles et des haltes garderies** (entre 79 % et 100 %) sont offerts en français seulement. Seule une communauté se démarque avec 69 % de ces services offerts en français seulement.
- que la majorité ou la totalité des **activités de littératie** est offerte en français seulement dans cinq des six communautés. Une des communautés obtient un plus petit pourcentage avec 50 % de ces activités disponibles en français seulement.
- une variation entre les communautés dans l'offre des **ressources pédagogiques** offertes en français seulement. Deux communautés offrent toutes les ressources en français seulement. Dans les autres communautés, la disponibilité de ces ressources offertes en français seulement varie entre 40 % et 82 %.

- une **forte proportion d'activités sportives, culturelles et récréatives offertes dans les deux langues officielles**. Dans une des communautés, tous les sports et loisirs se déroulent en français seulement. Une autre communauté compte une seule activité offerte en français seulement. Dans les autres communautés, on observe entre un quart et deux tiers des activités offertes en français seulement.

Un exemple de carte communautaire se trouve ci-dessous. Une discussion complète sur les résultats de l'analyse des cartographies se trouve au chapitre 7 du document *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire : Rapport de référence*.



Que retire-t-on de tout ça?

Des tendances intéressantes se dégagent des comparaisons entre les résultats de l'analyse environnementale et les perceptions des représentants communautaires et celles des parents. Selon l'analyse environnementale, l'accès à des services de garde et à des activités de littératie est très bon. Par contre, on observe d'importantes différences dans l'offre de ressources éducatives en français seulement de même que dans l'accès à des activités sportives, culturelles et récréatives.

³ Landry, R., Allard, R. et Deveau, K. (2007). A macroscopic intergroup approach to the study of ethnolinguistic development. *International Journal of the Sociology of Language*, 185(1), 225-253.

Les perceptions des représentants communautaires et des parents permettent de nuancer les résultats de l'analyse environnementale. Un quart des parents répondent qu'il est difficile d'accéder à des services en français et les représentants communautaires déclarent un manque de services ou programmes ciblant les jeunes enfants francophones. Sans surprise, le niveau de difficulté à accéder à des services offerts seulement en français augmente à mesure que la proportion de francophones dans la population diminue. Selon les représentants communautaires, la langue d'usage dans la prestation des services et programmes ciblant les jeunes enfants est en général l'anglais ou l'anglais et le français, jamais seulement le français. Les représentants communautaires et les parents s'entendent sur les **principales difficultés** d'accéder à des services en français : l'absence de services, le manque de professionnels francophones qualifiés, la méconnaissance des services disponibles offerts seulement en français et les problèmes de transport.

En somme, peu de services et de programmes ciblent les enfants d'âge préscolaire et leur famille. Lorsqu'ils sont offerts, ces services et programmes ne sont pas nécessairement offerts seulement en français et leur accès peut être difficile en partie à cause d'un manque de professionnels francophones qualifiés et de problèmes de transport.

Deux ans plus tard

En 2009, 18 représentants communautaires ont été passés en entrevue afin d'évaluer les effets du projet *Capacité d'apprentissage* dans les communautés. Pour cette deuxième entrevue, le choix des représentants reposait sur le rôle central qu'ils jouaient dans le domaine des services aux francophones ou de leur implication



en petite enfance dans leur communauté. Bien que leurs propos portent sur les changements observés depuis l'introduction du programme, ces changements ne découlent pas nécessairement de la présence du programme.

Neuf des représentants communautaires, provenant de quatre communautés différentes, étaient impliqués dans la prestation de services de garde aux enfants francophones de leur communauté. Quatre représentants étaient impliqués dans des centres de ressources familiales, trois provenaient d'un organisme soutenant la communauté francophone de leur région et trois autres offraient des services spécialisés portant sur le développement des jeunes enfants (services de santé pré- et postnataux, développement langagier, programme d'intervention précoce). La plupart des représentants interrogés vivaient dans leur communauté depuis plus de dix ans. Trois y étaient établis depuis moins de cinq ans. La presque totalité des répondants (16 sur 18) avait répondu au premier sondage des représentants communautaires en 2007-2008.

Les répondants mentionnent :

- une **augmentation de l'offre de services de garde** dans toutes les communautés, que ce

soit via l'augmentation du nombre de places en garderie ou via la création de nouveaux milieux de garde;

- une **augmentation du nombre d'élèves inscrits dans les écoles francophones** de plusieurs communautés; dans certaines régions, des écoles ont été ouvertes pour répondre à la demande;
- une **amélioration des relations** entre les écoles primaires, les services au préscolaire et les parents;
- de **nouveaux projets en littératie dans plusieurs communautés** (p. ex., la lecture de contes aux petits ajoutée dans la programmation des organismes, la création d'un coin tout-petits dans la bibliothèque municipale et le développement de nouveaux centres de ressources où les parents peuvent emprunter des livres pour leur enfant).

Malgré ces améliorations, il existe encore une instabilité quant aux services offerts. Les programmes tels que les groupes de jeu ou ateliers pour les parents font l'objet d'un roulement de personnel élevé.

En ce qui concerne les services sociaux et de santé offerts, la situation est restée stable depuis 2007. Dans une des communautés, un centre de santé en français a été créé dans le même édifice que la garderie, ce qui facilite l'accès aux ressources en français pour les familles.

Quels ont été les bénéfices du projet?

Selon les représentants communautaires, le projet a :

- **favorisé l'établissement de nouveaux partenariats** entre les organismes œuvrant en petite enfance. Ces partenariats ont permis

d'impliquer davantage les milieux de garde et d'affirmer leur importance dans le développement de l'enfant en milieu minoritaire, ainsi que de **faire connaître** aux parents francophones les services offerts dans leur communauté.

De façon générale, les communautés ont saisi l'occasion offerte par le *projet Capacité d'apprentissage* pour démontrer que les services en petite enfance contribuent au développement des enfants en plus d'être un atout pour le développement de la communauté francophone minoritaire.



Éléments favorisant le succès

Nous avons demandé aux répondants d'identifier les grands succès de leur communauté en termes de services ou de ressources ciblant les jeunes enfants francophones et leur famille. Parmi les succès mentionnés, trois revêtent une plus grande importance :

- La **présence d'un carrefour de services** ciblant spécifiquement les familles francophones (mentionné par quatre des six communautés);
- **L'établissement de partenariats** entre différents organismes. En effet, certaines

activités ne pourraient être maintenues sans l'existence d'une collaboration entre les différents partenaires et l'implication des familles (cela permet de développer des services en lien avec leurs besoins);

- La présence de **milieux de garde francophones**. Il s'agit d'une façon de rejoindre un nombre important d'enfants francophones et de leur donner la chance de parler en français en bas âge. Les écoles souhaitent de plus en plus collaborer avec ces milieux, puisque cette collaboration leur permet souvent d'accroître le nombre d'inscriptions dans leur établissement lorsque ces enfants atteignent l'âge scolaire.



Le succès d'une communauté

La communauté de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick est en situation fortement minoritaire ($\leq 5\%$) et environ 50 % des enfants proviennent de foyers exogames. Les parents interrogés au début du projet déclaraient faire face à plus de difficultés d'accès à des services en français que dans quatre autres communautés associées au projet et caractérisées par une concentration de francophones modérée à majoritaire. Selon un

des représentants communautaires, la mise en œuvre du projet semble avoir agi comme un catalyseur pour le développement concret des services en petite enfance. Trois raisons principales peuvent expliquer ce phénomène :

- **Durée du programme** : Le programme préscolaire s'est déroulé sur une période de deux ans permettant d'offrir aux éducatrices des formations de base et de suivi en plus de consolider leurs acquis au cours de la deuxième année du programme. L'accès à une formation continue fondée sur les besoins des éducatrices et l'ajout de ressources ont fait la différence dans la qualité des services offerts aux enfants dans la garderie.
- **Participation aux ateliers familles** : La participation des parents aux ateliers a été enthousiaste à Saint-Jean avec un taux de participation moyen de 68 %. Ceci a favorisé l'émergence de liens entre les parents et a permis de mettre en contact ces derniers avec les organismes offrant des services en français.
- **Effets conjoints du programme** : Les effets combinés du volet en garderie et du volet Ateliers familles du programme semblent avoir créé une synergie propice au développement des services pour les jeunes francophones.

Enfin, le projet semble avoir encouragé cette communauté à réaliser l'importance de franciser les jeunes *avant l'âge scolaire*. C'est d'ailleurs l'un des sujets les plus discutés parmi les différents partenaires communautaires et au sein du système scolaire, depuis la mise en œuvre du projet.



Et s'il y avait davantage de ressources dans les communautés

Malgré les succès obtenus dans le cadre du *projet Capacité d'apprentissage*, le manque de ressources destinées aux francophones en petite enfance demeure réel dans l'ensemble des communautés ainsi que la difficulté de mettre en lien les ressources existantes et l'ensemble des familles.

Les propos recueillis dans les entrevues mettent en relief les projets prometteurs que les représentants communautaires aimeraient mettre sur pied afin de continuer de répondre aux besoins de leur communauté.

Plusieurs représentants ont parlé de l'importance d'investir davantage dans les services en petite enfance. De même, ils ont parlé de la nécessité d'offrir aux parents des services de garde de qualité en français. Dans certaines communautés, cette volonté se traduirait par l'ouverture de nouvelles places permettant de rejoindre davantage de familles. Dans d'autres

communautés, il s'agit plutôt d'offrir un service abordable pour l'ensemble des familles de la communauté. Enfin, plusieurs représentants ont mentionné que les conditions de travail des éducatrices devraient être améliorées et que ces dernières devraient avoir accès à une meilleure formation.

Un autre rêve partagé par plusieurs communautés est l'importance d'avoir des partenariats solides et d'offrir des services centralisés aux parents. Sous-jacente à ce type de partenariat, se trouve également l'importance d'avoir une vision commune des besoins d'une communauté.

Enfin, certains représentants ont mentionné qu'il devrait y avoir davantage de services spécialisés en français, notamment en ce qui a trait aux services touchant le domaine de la santé. L'accès à ces services est perçu comme étant primordial, particulièrement durant la petite enfance, alors que les enfants se développent si rapidement.

Au-delà de ces rêves de meilleurs services, les représentants ont parlé des besoins particuliers à leur propre milieu. Pour l'un d'entre eux, il s'agissait de mettre en place un centre de littératie familiale; pour un autre, il faudrait aménager le transport afin de faciliter l'accès aux différentes activités; et un troisième parlait d'une plus grande mobilisation de la part même des parents francophones. Dans plusieurs cas, le *projet Capacité d'apprentissage* a fourni un modèle dont certaines solutions pourront être appliquées à l'avenir.

Mot de la fin

Plusieurs objectifs de la *Feuille de route pour la dualité linguistique* furent atteints dans le *projet Capacité d'apprentissage*. Les entrevues menées auprès des représentants communautaires laissent croire au renforcement de la capacité des

communautés à favoriser le développement des jeunes enfants grandissant dans des communautés francophones en situation minoritaire. Les communautés ressortent du projet avec des ressources – matérielles et humaines – leur permettant de continuer leur travail en petite enfance. Le projet a également aidé les communautés à mieux comprendre le développement en petite enfance, en particulier l'importance d'exposer les jeunes enfants au français avant qu'ils ne commencent l'école. Enfin, la collaboration et de nouveaux partenariats furent encouragés entre les organisations et les fournisseurs de services desservant les enfants d'âge préscolaire et leur famille.

Remerciements

La mise en œuvre et l'évaluation du projet *Capacité d'apprentissage dans les communautés francophones en situation minoritaire* ont bénéficié de la participation active de plusieurs acteurs dans chaque communauté ainsi que de la collaboration d'un grand nombre de personnes. Un tel projet n'aurait pas vu le jour sans la participation de communautés et de familles prêtes à investir temps et énergie dans le projet. L'équipe tient à remercier chaleureusement les personnes directement impliquées dans le projet : les enfants et les parents. Nous tenons également à souligner le soutien sans faille de Gordon Lenjosek et Édith Duclos (EDSC) dans ce projet, soutien des plus appréciés. Plusieurs autres personnes ont contribué à la qualité de l'étude et au succès du projet : le comité consultatif du projet, les créatrices des programmes, les formatrices des éducatrices et des intervenantes en alphabétisation familiale, les évaluatrices des enfants, les sondeurs des parents, les champions locaux, les dirigeants des

services de garde et des services ciblant la petite enfance, les conseils scolaires, les écoles, les éducatrices et, enfin, les animatrices des ateliers familles. Soulignons l'engagement soutenu et l'excellent travail des coordonnatrices communautaires tout au long du projet – merci à Annie, Annik, Lorraine, Marie-Anne, Nadia, Louise, Kim et plusieurs autres personnes. Enfin, nous tenons à remercier les membres de l'équipe d'analystes. La qualité et l'intégrité des résultats témoignent de leur engagement dans le projet.

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE SOCIALE APPLIQUÉE

BUREAU D'OTTAWA

55, rue Murray, bureau 400
Ottawa (Ontario) K1N 5M3
Tél. : 613.237.4311
Télec. : 613.237.5045

BUREAU DE TORONTO

481, avenue University, bureau 705
Toronto (Ontario) M5G 2E9
Tél. : 416.593.0445
Télec. : 647.725.6293

BUREAU DE VANCOUVER

789, rue Pender Ouest, bureau 440
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 1H2
Tél. : 604.601.4070
Télec. : 604.601.4080